

DECISION DU PRESIDENT N°2025_50

AUTORISANT LA SIGNATURE D'UN CONTRAT A

DUREE DETERMINEE POUR ACCROISSEMENT TEMPORAIRE D'ACTIVITE

Nomenclature ACTES : 4.2

Le président du Syndicat Mixte Interrégional d'Aménagement des Dignes du Delta du Rhône et de la Mer (SYMADREM).

VU le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L5211-9 relatif aux compétences propres du Président.

Vu le code général de la fonction publique territoriale et notamment l'article L322-23-1

Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,
Vu les délibérations n° 2009-44 du 06/11/09 et n° 2013-33 du 27/09/2013 autorisant le recrutement d'agents non titulaires suite à un accroissement temporaire d'activité.

Considérant qu'il est nécessaire de recruter un agent contractuel pour faire face à un accroissement temporaire d'activité au service Travaux et Territoire.

Considérant la nécessité pour le Symadrem de travailler activement sur le dossier de stratégie littorale,
Considérant que Madame GARCIA Flora, titulaire d'un diplôme d'ingénieur, possède les compétences pour mener à bien ses missions portant sur la stratégie littorale,

Considérant que l'intéressé(e) satisfait aux conditions générales de recrutement requises par l'article 2 du décret n° 88-145 du 15 février 1988 susvisé.

DECIDE

Article 1^{er}: D'autoriser la signature du contrat d'accroissement temporaire d'activité sur les fonctions d'ingénieur territorial, avec Madame Flora GARCIA, née le 29 mai 2000 à La Seyne sur Mer, domiciliée au 8 rue de l'Industrie – Elzingue, à Arles, du 20 décembre 2025 au 31 mars 2026.

Mme Flora GARCIA est recruté sur le grade d'ingénieur territorial, échelon 1.

Il est précisé que la rupture du contrat pourra avoir lieu conformément à l'article 6 de ce dernier.

Article 2 : Le directeur général et le receveur municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des présentes dispositions.

Article 3 : La présente décision sera transmise au représentant de l'Etat au titre du contrôle de légalité.

Fait à ARLES, le 1^{er} décembre 2025

President,

ere **RAVIOLE**

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Dans ce délai, il pourra être présenté un recours gracieux prorogeant le délai de recours contentieux.